

**Union européenne - Politique
industrielle - Échanges avec la
presse de M. Christophe Sirugue,
secrétaire d'État chargé de
l'industrie, à l'issue du Conseil
Compétitivité
(Bruxelles, 20 février 2017)**

Q - Plusieurs questions, la première est au sujet du déjeuner sur la compétitivité du secteur industriel qui s'est tenu aujourd'hui. Qu'en est-il ressorti ? Quelle est votre vision de ce que devrait être une stratégie ambitieuse de la politique industrielle comme l'ont déjà demandé la Belgique et le Luxembourg ?

R - J'atteste de la position très largement partagée, qui consiste à redonner à la politique industrielle une place plus affirmée à l'échelle européenne.

J'ai pu rappeler que si des ambitions ont été mises en avant, comme l'objectif visant à ce que l'industrie représente 20% du PIB de l'UE, force est de constater qu'il manque des outils véritables pour partager et mettre en oeuvre cette politique industrielle.

Nombre des pays ont manifesté leur accord sur ce point et sur la nécessité d'aller vite pour traduire dès le prochain Conseil Compétitivité les éléments probants de soutien à la politique industrielle européenne.

Pour ma part, j'ai insisté sur le fait que nous sommes dans un environnement international extrêmement mouvant, avec des prises de position fortes, notamment du protectionnisme de certains pays, des prises de position également liées au Brexit bien-sûr, des prises de position inhérentes au dumping social auquel nous sommes confrontés, en plus du fait que nous avons des transitions écologiques, numériques, et que l'ensemble de ces éléments devait nous amener à ne pas être spectateurs mais à être moteurs en terme de réflexion.

J'ai réitéré le souhait de la France qu'il y ait une approche spécifique, notamment sur le principe de réciprocité qui est un enjeu déterminant.

Enfin, j'ai rappelé également les engagements qui étaient les nôtres, notamment sur les investissements étrangers ; la lettre qui a été signée par la France, l'Allemagne et l'Italie dont j'ai fait mention au déjeuner et qui constitue pour nous un socle sur lequel nous souhaitons travailler, notamment avec les Amis de l'industrie.

Q - Pour ce qui est du dumping social, avez-vous abordé la question du dumping social dans le

secteur routier ?

R - Non, c'est le point qui était à l'ordre du jour juste quand j'ai quitté la salle. Cela n'a pas été évoqué au moment du déjeuner et je ne peux pas parler de quelque chose qui était examiné au moment où je suis sorti de la salle.

Q - Sur le calendrier, espérez-vous pouvoir déboucher sur quelque chose ou annoncer quelque chose au moment de la campagne présidentielle française ?

R - La France est à l'initiative, soyons clairs. Nous avons organisé plusieurs tribunes, plusieurs expressions. Il y en a eu une, entre Matthias Fekl et moi-même, il y en a eu une entre Michel Sapin et ses homologues italien et allemand, une autre est en cours de discussion portée par la France et l'Allemagne avec la même vocation de faire inscrire dans le débat public français, allemand, européen ces enjeux de réponse au contexte que j'évoquais juste avant. C'est un débat qui va avoir lieu dans les semaines qui viennent donc il sera un débat aussi pendant la période électorale française pour ce qui nous concerne plus directement./.